

6. COLETTE ET ALAIN AUX PETITS SOINS DES JOUEURS



Colette et Alain lavent les maillots des jeunes sportifs

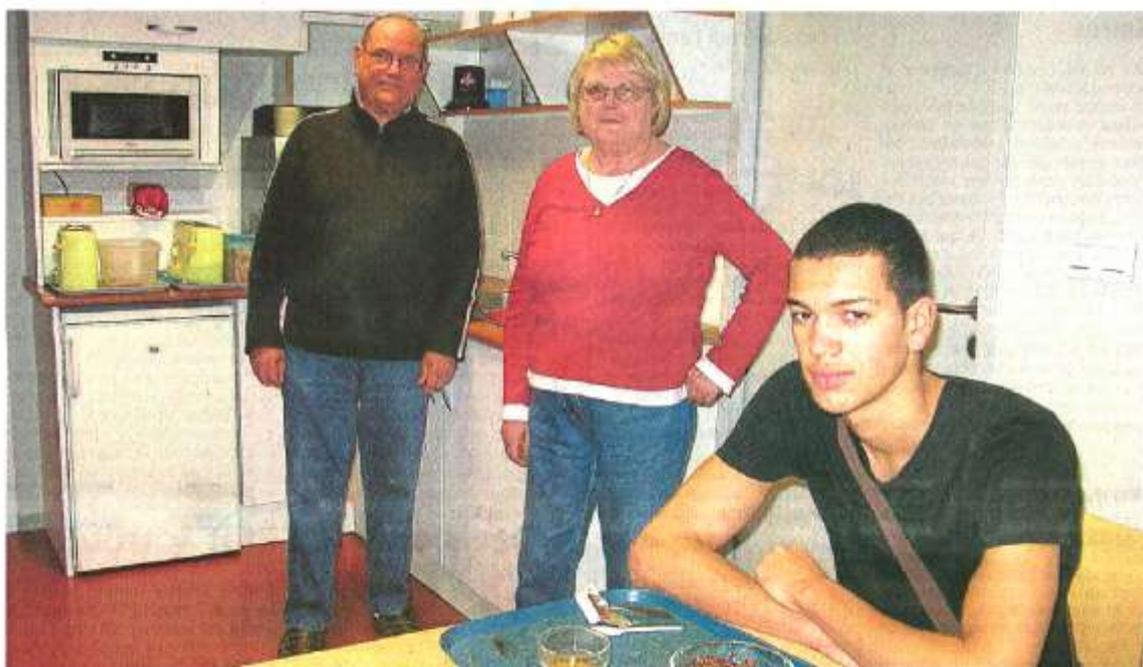
Lessive, petit-déjeuner... Ils veillent sur les petits basketteurs de CB comme de vraies nounous.

PAGE 6

Le Courrier de l'Ouest – Dimanche 22 janvier 2012

Cholet Basket : Colette et Alain aux petits soins des joueurs

Colette et Alain Guerrier s'occupent de tout au centre de formation de Cholet Basket, où logent 14 joueurs : intendance, lessive, petit-déjeuner, et jouent parfois les surveillants pour assurer la discipline.



Cholet, centre de formation de CB. Colette et Alain Guerrier prennent soin des jeunes : intendance, petit-déjeuner et lessive avec 12 à 15 machines par jour !

Le Courrier de l'Ouest – Dimanche 22 janvier 2012

Depuis 2006, Colette et Alain sont logés à l'année au centre de formation de Cholet Basket, en face de la Meilleraie. Présent 24 heures sur 24, le couple s'occupe de toutes les tâches domestiques, assure l'entretien, fait respecter le matériel et le règlement de cet internat un peu particulier. « *C'est prenant, surtout le linge, mais on ne se plaint pas, ici on est dans notre élément* », avoue Alain. Ancien salarié de Sèvre-Loire Habitat, arbitre de basket, bénévole aux rencontres à Du-Bellay depuis la création de Cholet Basket, Alain avait le profil requis pour occuper les lieux. « *Je fais partie des meubles.* » Ici, il est vraiment bien dans ses meubles. « *Il faut que je bouge, je ne me voyais pas entre quatre murs à regarder la télé* », confie-t-il. Colette a toujours fait des ménages, avec Alain, c'était le complément idéal pour assurer la fonction. Debout à 5 heures du matin, Alain prépare le petit-déjeuner des jeunes qui sont scolarisés.

« Toute la matinée, ça n'arrête pas »

Ensuite, place à la lessive, et on voit les choses en grand : « *Trois machines et sèche-linge tournent en même temps, je fais 12 à 15 lessives par jour avec le linge personnel des jeunes et*

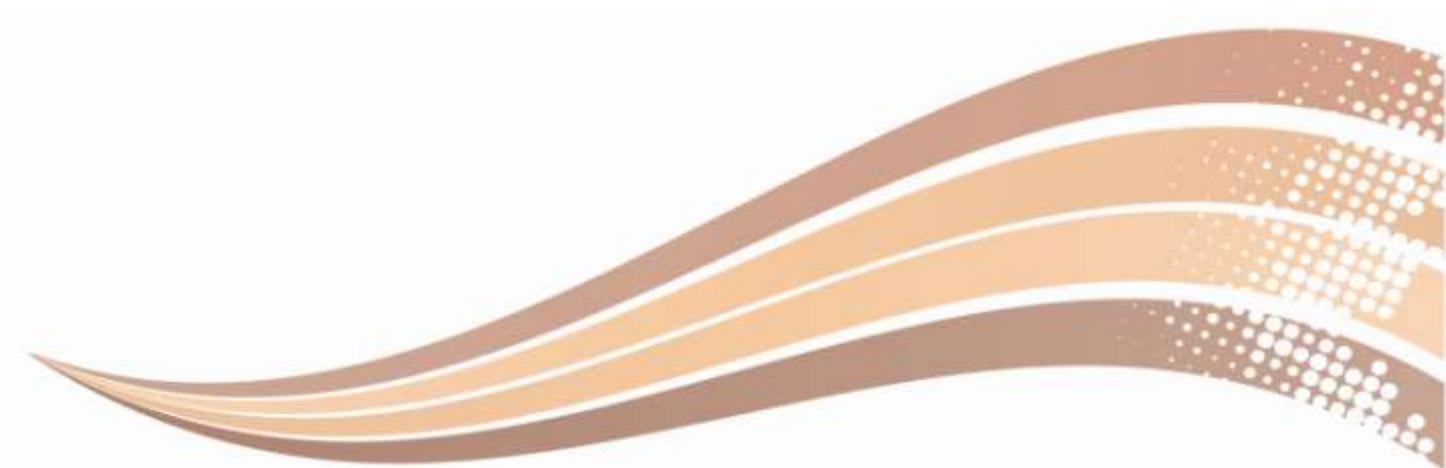
les maillots d'entraînement des pros, ça n'arrête pas toute la matinée et l'après-midi, c'est pliage », explique Alain. Colette s'occupe des chambres, des salles de bain, des sanitaires. Elle signale ce qui ne fonctionne pas et inspecte, fiche à l'appel, les logements pour contrôler si les six obligations de tenue d'appartement sont respectées.

Alain se transforme parfois en surveillant général et veille au respect de la vie en collectivité, haussant au besoin le ton en cas de bruit dans les chambrées le soir. Alwyn et Kadri acceptent bien les interventions, les remontrances et trouvent normal d'être recadrés de temps en temps : « *Ça nous fait du bien* », disent-ils en chœur.

Pour ces jeunes venus d'outre-mer ou de différentes régions de l'Hexagone, le couple remplace un peu les parents. Alain ne se contente pas de faire fonctionner le centre. Lors des rencontres espoirs et cadets, il prend place à la table de marque, et assure comme bénévole la sécurité dans l'espace statistique et table pendant les rencontres de Pro A. bercé par le basket, Alain se sent bien au centre avec son épouse. « *Ce travail nous intéresse et nous passionne, on a beaucoup de contacts avec le milieu du basket et des relations avec les parents des*

jeunes. Tant que la santé nous le permettra, on sera présent », affirme-t-il. Ils prennent quand même le temps de souffler : une semaine de vacance à Noël, deux en juin, ensuite Alain prépare les appartements des pros avant de voir revenir de nouveaux pensionnaires.

Avec leur gestion matérielle du quotidien, ils participent aussi à la bonne réputation du centre de formation de Cholet Basket.



7. DES NOUVELLES DE RODRIGUE BEAUBOIS

NBA : Beaubois en forme

Rodrigue Beaubois a bien rentabilisé ses 18 minutes de jeu contre les Utah Jazz. L'arrière remplaçant de Dallas a inscrit 17 points, son meilleur total de la saison. L'ex-Choletais y a ajouté 2 rebonds, 2 passes décisives et 2 contres, contribuant à la victoire des Mavericks (94-91). Son compatriote Ian Mahinmi (6 pts, 4 rebonds) a également apporté son écot au succès à Salt Lake City.

Ouest France – Samedi 21 janvier 2012

Le fil bleu

BEAUBOIS S'ÉCLATE. – Rodrigue Beaubois attendait l'étincelle, ce moment magique qui lui révélerait indubitablement que ses problèmes physiques sont bien derrière lui. Il est peut-être venu à Salt Lake City dans un dernier quart-temps marqué par le talent électrique du Français. Beaubois s'est fendu de 17 points en 18 minutes, à 6/9 aux tirs, mais il a surtout sorti l'action du match, mettant en vedette sa défense et son attaque. Il s'est d'abord permis de contrer sévèrement Paul Millsap à qui il faisait face et à qui il rend vingt centimètres, avant de conclure la contre-attaque avec un tir à trois points. « *Baubois a été sensationnel et nous n'aurions pas gagné le match sans lui, soulignait Rick Carlisle. Maintenant, il doit gagner en constance.* »

L'Équipe – Samedi 21 janvier 2012

8. VŒUX DU MAIRE DE MAZIERES-EN-MAUGES

L'équipe de CB étant en déplacement à Hyères-Toulon, les parrains de Mazières en Mauges : **Randal FALKER** et **Rudy GOBERT** n'ont pu assister aux vœux du Maire le vendredi 20 janvier 2012.

CB y était tout de même représenté par Messieurs **Alain LAFAT** et **Etienne RIGAUDEAU**, membres du Conseil d'Administration du club.

Mazières-en-Mauges

La commune a franchi le seuil des 1 000 habitants

Vendredi soir, Guy Sourisseau, maire, entouré des membres du conseil municipal, présentait ses vœux pour cette nouvelle année.

Les grandes réformes de l'État

Guy Sourisseau, souligne son inquiétude pour la réforme territoriale, qui suscite un vif souci pour le devenir des communes. « **Un des derniers lieux de dialogue et d'écoute en direction de la population qui risque de disparaître au profit de grandes structures.** » Inquiétudes aussi quant à la situation des ressources, diminution des dotations de l'État, alors même que s'accroissent les compétences, et que les normes qui deviennent de plus en plus exigeantes dans tous les domaines.

La démographie de la commune

Pour l'année 2011, 10 naissances, 11 mariages, et 4 décès, le nombre des habitants de la commune est donc passé au-delà des 1 000 habitants, plus exactement 1 035. Cette augmentation est due aux constructions récentes du lotissement le Chemin Creux.



Guy Sourisseau, maire, entouré des membres du conseil municipal, a présenté ses vœux.

Les travaux et aménagements

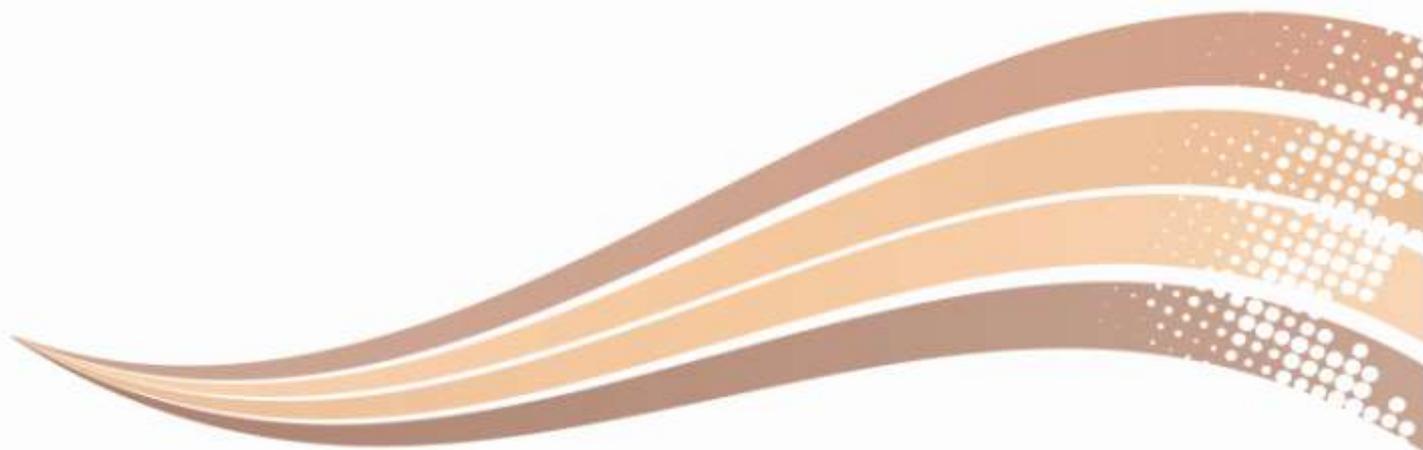
L'ouverture au public du parc Demartial, la fin de la rénovation de la première partie de la traversée du centre-bourg est terminée. Celle-ci vient après la réalisation en 1995 du rond-point à l'entrée du bourg, côté Nord, ainsi que la destruction des maisons au carrefour de la rue du Bocage (le pâté Baubry), avec l'aménagement du carrefour, sans oublier la réalisation de la mairie en 2005.

L'avenir de la commune

« En 2011, nous avons commencé les travaux de construction du pôle

accueil enfance-jeunesse. Cette réalisation devrait être opérationnelle pour la rentrée 2012-2013. » La modification du Plu (plan local d'urbanisme) qui va rendre constructible le périmètre de la Zac (zone d'aménagement concerté), et ainsi donner la possibilité de réaliser une première tranche de 40 constructions. La Zac est en accord avec le grenelle de l'Environnement, en gardant une coulée verte non constructible, une zone humide à conserver et des liaisons douces avec des franges végétales maintenues. Ce projet permettra la construction de 340 logements maximum à terme dans 15 à 20 ans.

Ouest France – Mardi 24 janvier 2012



9. DU NOUVEAU POUR LA SAISON 2013-2014

La Pro A évoluera. Le Championnat de France d'élite pourrait vivre une révolution lors de la saison 2013-2014 avec l'invitation de clubs supplémentaires au fort potentiel économique. Dès la saison prochaine, la finale sera jouée en cinq manches.

Le Courrier de l'Ouest – Mercredi 25 janvier 2012

La finale en cinq manches en 2012-2013

Pro A. Le bureau de la Ligue nationale de basket, réuni lundi, a mis fin à la finale de Pro A sur une manche sèche, à Bercy.

A partir de la saison prochaine, la finale se disputera donc au meilleur des cinq manches (deux matchs aller chez le mieux classé, deux retour chez le moins bien classé et match d'appui éventuel chez le mieux classé), tandis que quarts et demi-finales continueront selon la formule actuelle, en trois manches.

Les instances nationales répondent ainsi à une réelle attente des différents acteurs du terrain. Dont Erman Kunter. Comme d'autres avant lui, dont Jean-Luc Mosnchau, le technicien choletais avait évoqué l'ineptie de la situation avant-même la finale disputée par son équipe en juin dernier à Paris. Il ne cache pas sa satisfaction : « **C'est vraiment très positif. On aurait même dû y venir bien plus tôt. Disputer toute une saison sur un**

seul match, ça n'est pas révélateur des forces en présence, de la réalité d'une saison. Ça revenait à lancer une pièce en l'air et à attendre de voir sur quelle face elle allait retomber. » Le coach franco-turc sait mieux que quiconque la cruauté, et l'iniquité, de l'actuelle formule : après avoir dominé de la tête et des épaules les deux dernières saisons régulières, qu'elle termina à la première place, son équipe avait décroché le titre à Bercy en 2010 avant de s'incliner en 2011.

L'infirmerie vide. Carl Ona-Embo, touché au talon à Toulon, a repris l'entraînement normalement en début de semaine et Rudy Gobert (cheville) devrait reprendre aujourd'hui, selon Erman Kunter.

Le Futur à Cholet. En concurrence avec Hyères-Toulon, c'est finalement

Cholet qui a été choisi pour organiser le Trophée du Futur, qui réunira les 25, 26 et 27 mai prochains, les 8 meilleures équipes du championnat Espoirs, ou les 7 premières plus Cholet au cas où les Choletais, actuels 14^{es}, ne figureraient pas dans le top 8 à la fin de la saison. CB avait déjà organisé le tournoi en 2007.

Refonte du championnat. La LNB étudie également la refonte de la formule, en Pro A et Pro B à partir de 2013-2014. L'élite pourrait aussi passer à 18 clubs puis 20 la saison suivante.

Les Espoirs au Trophée Coupe de France 2012. Les équipes Espoirs Pro A, dont les Choletais, seront engagées en Trophée Coupe de France organisé par la FFBB pour la saison 2012-2013.

Ouest France – Mercredi 25 janvier 2012

La révolution est pour demain

Extension de la Pro A de 16 à 18 clubs, équipes « invitées », poules géographiques : la Ligue de basket réfléchit à une nouvelle organisation de son élite, qui prendrait effet dès 2013-2014.

CECI EST UNE RÉVOLUTION. Dès 2013-2014, la Pro A pourrait ouvrir ses portes à des clubs n'ayant pas gagné leur place sur le terrain. Deux invitations à des clubs à fort potentiel de développement ou à des bastions en difficulté seraient en effet attribuées dans le cadre d'une extension de l'élite de 16 à 18 clubs, voire à 20 en 2014-2015.

Ce projet novateur mais épineux est à l'étude depuis hier. La décision finale appartiendra au comité directeur de la Ligue et sera connue le 26 mars.

Suggérée par la commission sportive de la LNB, présidée par Jacques Monclar, le consultant de Canal +, l'idée bénéficie du soutien d'Alain Béral, le nouveau président de l'instance, qui avait annoncé son intention l'an dernier de rediscuter la formule du Championnat à 16 inchangée depuis 2007. « Il aurait été assassin de ne pas en parler. Trois projets sont en lice (voir par ailleurs) et on veut ouvrir la discussion », souligne-t-il. « Les candidats aux invitations devront présenter des projets structurés mais, attention, un club qui descend sportivement ne pourra être repêché immédiatement par le biais d'une wild-card. Il faut continuer à respecter le terrain », pré-

cise Monclar, conscient des crispations que ce projet pourrait rencontrer parmi les clubs « doublés » par les possesseurs de wild-cards. « Pour faire passer l'idée, on va de toute façon avoir besoin d'un gentleman's agreement de la part des clubs », dit Alain Béral.

Privilégier l'enracinement régional

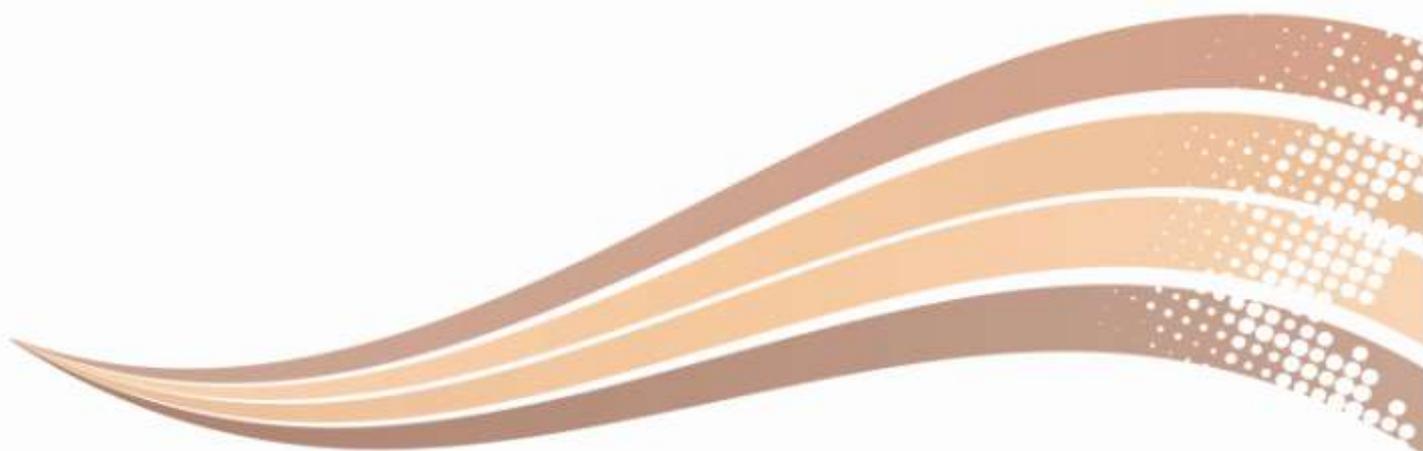
Si ce projet d'extension était adopté, la Pro A pourrait également être divisée en trois poules géographiques, ceci afin de renforcer l'enracinement local, vraie force d'une Ligue qui peine en revanche à prendre une envergure nationale d'autant que les résultats européens, très médiocres, ne décollent pas. « En invitant des clubs à fort potentiel économique appartenant à de grandes agglomérations et en favorisant les rivalités régionales, les derbys, on pourra satisfaire aux deux enjeux », indique Jacques Monclar. Cette demande de resserrement régional émane des clubs, très demandeurs de matches notamment pendant l'hiver européen où les semaines sont souvent longues et fastidieuses. « C'est en remplissant le plus souvent possible les salles qu'on convaincra les

politiques et les forces économiques de construire les grandes salles qui nous manquent », fait aussi remarquer Alain Béral.

Alors que les affluences dans les salles et les perspectives de développement économique stagnent depuis plusieurs années, la Pro A, très enracinée localement, veut retrouver du souffle. Selon Alain Béral, l'impact du passage des joueurs NBA, Tony Parker, Nicolas Batum, Boris Diaw ou Ian Mahinmi, cet automne ainsi que les excellents retours des journées de Noël lors desquelles les salles ont fait le plein, sont le signe d'un potentiel médiatique et économique insuffisamment exploité. « On veut revenir aux basiques, se réenraciner dans les régions pour relancer quelque chose », poursuit-il alors que la Pro B – de 18 à 16 clubs avec deux poules de 8 puis deux poules de 4, et suppression des play-offs – ainsi que le Championnat Espoirs, transformé en Ligue de développement, pourraient également subir un sérieux lifting.

ARNAUD LECOMTE

L'Équipe – Mercredi 25 janvier 2012



Les points clés envisagés

LA PRO A SUR INVITATION

C'est probablement le point le plus sensible de tous. Déjà évoqué il y a plusieurs années, le projet de la LNB a pour objectif de faire émerger des clubs dans des agglomérations d'envergure (Marseille, Bordeaux, Nantes, Lille, etc.) et de compenser d'éventuels « accidents » sportifs auxquels seraient confrontés des bastions. Pour prétendre aux « wild-cards », les clubs devront déjà être présents en Pro B et répondre à un cahier des charges (salle, budget, passé, potentiel économique, etc.) en attente d'être défini. « On n'étudiera que des dossiers structurés et on assumera », précise le président de la LNB, Alain Béral.

LES POULES GÉOGRAPHIQUES

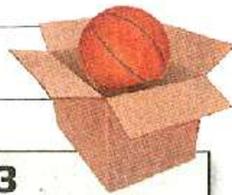
Dans le projet de Pro A à dix-huit, une variante ouvre la porte à la constitution de trois poules de six sur des critères régionaux, un peu sur le modèle des Divisions en NBA. En sus des matches aller-retour classiques des dix-huit équipes, chaque club disputera dix matches aller-retour supplémentaires dans sa Division. Les résultats seront intégrés au classement général.

Mais l'homogénéité des poules devra être maximale car certaines régions, le grand Sud, par exemple, sont peu représentées... « Les salles se remplissent grâce aux rivalités régionales. À Chalon, ils préfèrent jouer quatre fois Dijon que deux fois Toulon ou Le Havre », assure Alain Béral.

UN CALENDRIER MUSCLÉ

Si le projet à dix-huit et a fortiori sa version à poules géographiques étaient votés, le calendrier de la saison régulière s'alourdirait de quatorze matches supplémentaires par rapport à la formule actuelle. « Les clubs veulent davantage de matches pour les recettes et l'exposition offerte aux sponsors, c'est un sport qui peut jouer deux ou trois fois par semaine », indique le président de la LNB. « On commencerait la saison plus tôt », ajoute-t-il. Les matches supplémentaires pourraient être ajoutés au calendrier après janvier-février date à laquelle les clubs européens – huit pour l'instant – disparaissent le plus souvent de leurs compétitions... La LNB envisage d'aménager le calendrier de façon à regrouper les déplacements d'une équipe sur une même zone la même semaine.

Les projets en lice pour 2013 et après



1 Projet 1

Maintien de la formule actuelle
(sauf finale)

Saison régulière

- 16 équipes
- 30 matches aller-retour par équipe

Play-offs

- 8 équipes
- 1/4 et 1/2 au meilleur des trois matches

Finale

- Au meilleur des cinq matches

2 Projet 2

Passage de 16 à 18 équipes
(2013-2014)

Saison régulière

- 18 équipes dont 2 invitations
- 34 matches aller-retour par équipe

Play-offs

- 8 équipes
- 1/4 et 1/2 au meilleur des trois matches

Finale

- Au meilleur des cinq matches

À partir de 2014-2015, extension à 20 équipes (et même formule) dont 2 invitations.

3 Projet 3

Passage de 16 à 18 équipes,
avec poules géographiques
(à partir de 2013-2014)

Saison régulière

- 18 équipes dont 2 invitations
- 34 matches aller-retour par équipe



- 3 poules géographiques de 6
- 10 matches par poules géographiques



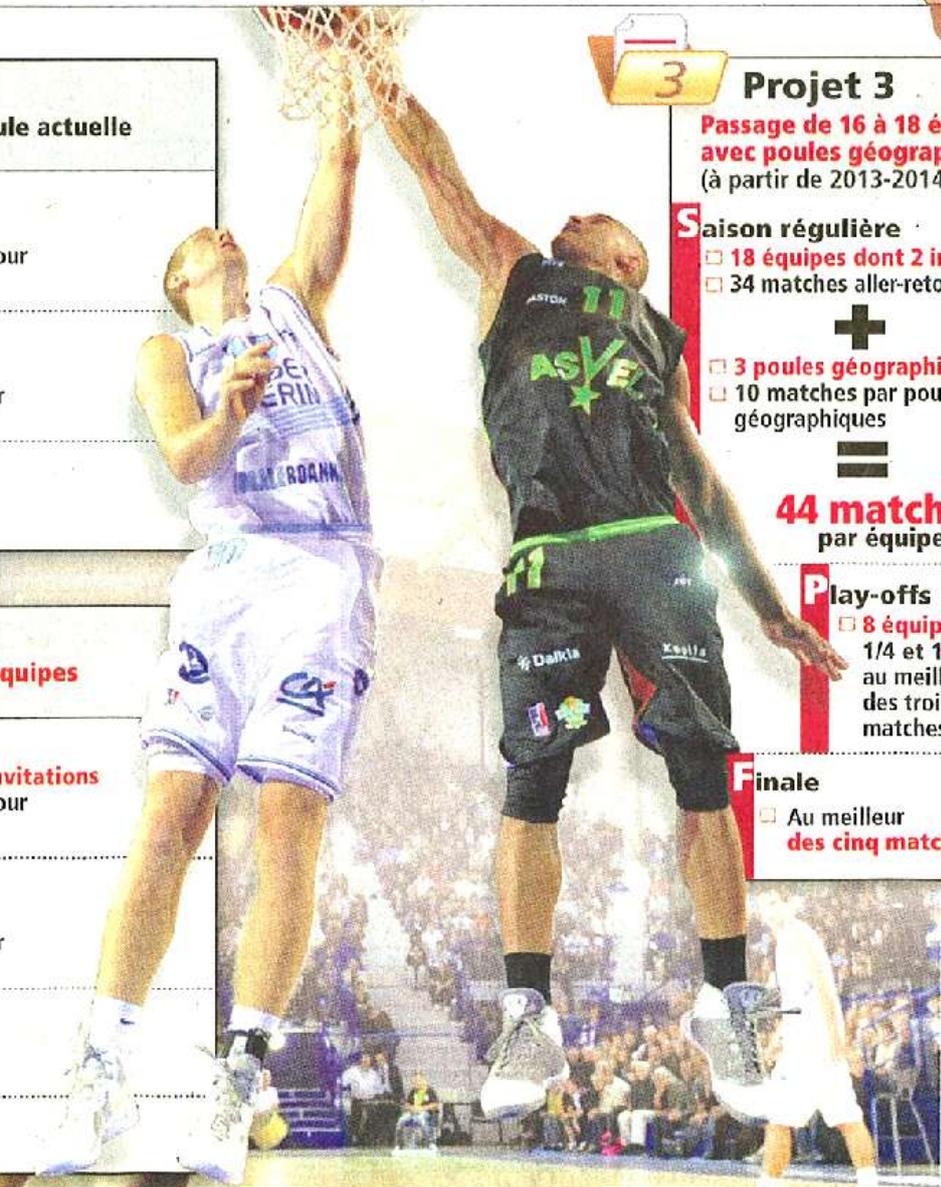
44 matches
par équipe

Play-offs

- 8 équipes
- 1/4 et 1/2 au meilleur des trois matches

Finale

- Au meilleur des cinq matches



(Photo Philippe Montigny/L'Équipe)

L'Équipe – Mercredi 25 janvier 2012

VERS DES « CONFÉRENCES » RÉGIONALES ?

La finale de Pro A sur une manche à Bercy a vécu. En 2012-13, le championnat va retrouver un format de playoffs longs, avec une finale disputée au meilleur des cinq manches. Mais le vrai bouleversement devrait avoir lieu à partir de l'exercice 2013-14. Jacques Monclar, le président de la commission sportive de la LNB, a en effet proposé lundi, en comité directeur, deux formules (avec la possibilité d'un statut quo, également). Examen des deux projets, dont l'un sera choisi en Assemblée générale, le 26 mars.

Par Fabien FRICONNET

Projet 1

18 clubs, dont 2 wild cards, puis 20 clubs

Après une saison 2012-13 à 16 clubs comme actuellement, mais avec une finale au meilleur des cinq manches, la Pro A passerait à 18 clubs en 2013-14. Parmi ceux-là, deux « wild cards ». Mais ces deux invités ne pourraient pas provenir d'un niveau inférieur à la Pro B. Ces « invités » ne seraient pas « protégés » réglementairement d'une redescende immédiate, mais ils le seraient tout de même, de facto, à l'été 2014 car ce « projet 1 » prévoit en théorie un passage à 20 clubs, avec deux nouvelles « wild cards ». La question se pose toujours de savoir s'il faudra instaurer un tour de playoffs supplémentaire, qui concernerait les équipes classées de 5 à 12 ; il s'agira aussi de réfléchir à une extension de la formule « au meilleur des cinq manches » aux demi-finales.

Les +

- ➔ Les changements sont modérés, ce qui maintient la « lisibilité » pour le grand public et qui permet de contenter les présidents les moins réformistes.
- ➔ Les « wild cards », telles qu'elles sont imaginées, n'empiètent pas sur la réalité sportive de la saison 2012-13, puisqu'elles viennent en plus des 16 clubs présents. Ce sont des ajouts et pas des substitutions (ce qui a également l'avantage d'être juridiquement défendable). En outre, leur intérêt est de valoriser des places fortes, des projets (de clubs et/ou de salles), des bassins de population importants.
- ➔ Deux recettes de plus à domicile pour chaque club, sans pour autant « surcharger » le calendrier, et un plus gros potentiel marketing.

Les -

- ➔ Le côté subjectif des « wild cards » et la rupture qu'elles représentent avec le modèle sportif français en général.
- ➔ Le fait que l'évolution soit modérée (quoique les « wild cards » ne sont pas neutres) implique justement le risque d'un retour « trop facile » à l'ancienne formule. Il ne s'agit pas de procès d'intention mais bien de constater que, dans l'histoire du basket professionnel français, les passages à 18 ont été

systématiquement suivis d'un retour à 16 au bout de quelques années.

- ➔ Le risque de l'établissement d'un « ventre mou », composé très tôt d'équipes n'ayant plus rien à gagner ou à perdre. D'où l'idée d'un possible tour préliminaire de playoffs pour impliquer les équipes classées de 5 à 12.
- ➔ Le passage (rapide) à 20 clubs, qui est souhaité, suggère que le basket français dispose d'un tel réservoir de clubs « d'élite », et de joueurs, ce qui est à démontrer (surtout dans le cas de la réduction du nombre de non-JFL à quatre).

Projet 2

Une phase régionale, 44 matches de saison régulière

Une proposition nettement plus révolutionnaire, une aventure, qui ne partait sans doute pas avec la faveur des pronostics à l'origine mais, jusqu'au 26 mars, les débats sont ouverts. La Pro A passerait à 18 clubs en 2013-14, avec toujours deux « wild cards », mais cette fois le championnat débiterait par une première phase « régionale ». Les 18 seraient en effet dispatchés dans trois poules de 6, sur des critères géographiques. Chaque club jouerait donc dix matches. Les 18 seraient ensuite « reformés » pour une deuxième phase classique (matches aller-retour), soit 34 matches par équipe. Pour un total, donc, de 44 matches de saison régulière. Dans ce « projet 2 », pas de tour préliminaire de playoffs (lesquels sont en format 3-3-5), la « post-saison » débutant de manière classique en quart de finale.

Les +

- ➔ Beaucoup plus de matches pour chaque club (14, dont 7 à domicile) donc beaucoup plus de recettes. C'était l'un des axes de réflexion, qui répond de



manière spectaculaire aux demandes de clubs (et de collectivités) d'avoir plus de matches.

- ➔ L'ajout à la Pro A d'une « touche locale », d'un ancrage, du concept d'identité régionale, répondant, estime la LNB, à une véritable tendance sociétale.
- ➔ Plus de matches sur une période resserrée pourraient pousser les coaches à utiliser plus leur bout de banc, donc, dans l'absolu, donner plus de temps de jeu à des prospects. Valoriser la formation est l'un des axes affirmés de la LNB. Sa réforme du championnat espoir, sur laquelle nous reviendrons dans l'avenir, marque également une rupture.
- ➔ L'instauration de poules « régionales » vise à travailler autour du concept de « derbys », et, en tous cas c'est l'idée, à créer une dynamique de communication, un engouement en local, notamment auprès des médias régionaux.
- ➔ Pour gérer la somme des matches (et le coût des déplacements), seraient instaurés des « road trips » à l'américaine (enchaîner, sur un court laps de temps, plusieurs matches en déplacement au sein d'une même aire géographique), avec l'idée que ceux-ci soient mobilisateurs pour les supporters.

Les -

- ➔ Une formule compliquée, donc une lisibilité restreinte pour le « grand public basket » et très restreinte pour le « grand public sportif ». C'est en tous cas le risque. A moins que la formule fasse des émules.
- ➔ L'inégalité de niveau d'une poule géographique à l'autre, qui sera peut-être naturellement « lissée » au fil du temps mais qui peut être prégnante au

début. L'instauration d'un *ranking* (dans le concept du classement national en NCAA qui prend en compte la valeur des adversaires rencontrés pour établir la hiérarchie du classement), imaginé pour atténuer cela, serait une solution dans l'absolu mais elle n'est qu'au stade d'idée, d'une part, et serait elle aussi (très) déficitaire en lisibilité pour les non-spécialistes.

➔ Beaucoup de dates supplémentaires à trouver dans le calendrier. Ce qui met d'ailleurs en cause la formule des As ainsi que la présence française en EuroChallenge (voir par ailleurs). Ce qui a aussi valeur de réponse française aux visées de l'Euroleague, qui entend réduire les championnats nationaux à leur minimum, notamment en augmentant le nombre de ses matches mais aussi en s'accaparant le vendredi comme jour de compétition. En outre, les clubs français ne seraient-ils pas tentés de délaissier volontairement (et plus visiblement encore que certains le font déjà) la Coupe de France ?

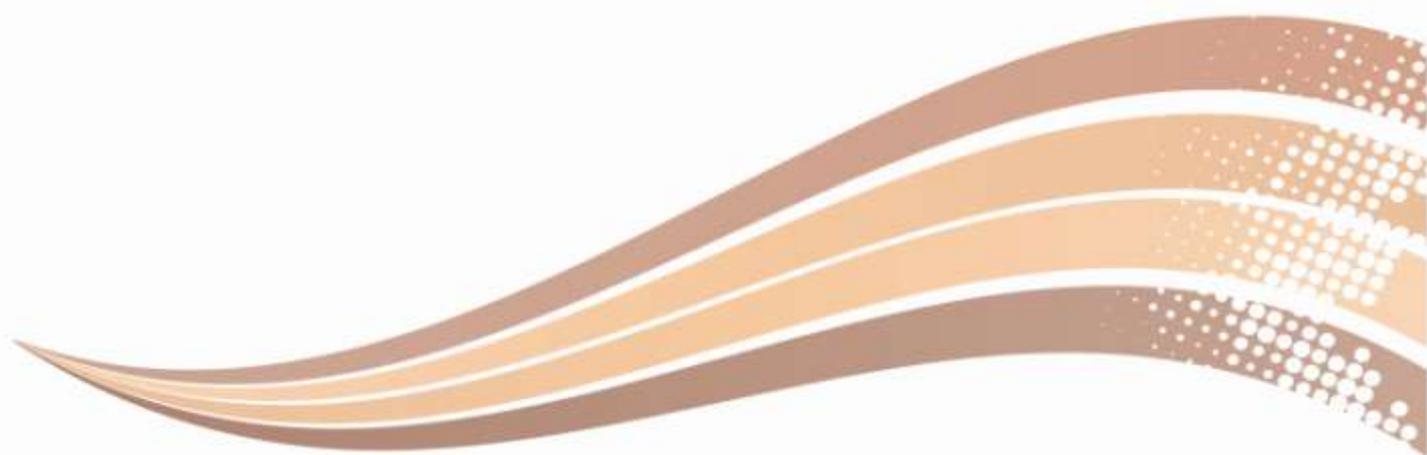
Les conséquences

Une Pro B à 16, des As revus

L'augmentation du nombre d'équipes en Pro A, quel que soit le projet retenu, aura pour conséquence immédiate de réduire la Pro B à 16 équipes. Celles-ci seraient réparties dans deux poules « géographiques » de 8. Chaque opposition serait « doublée », c'est-à-dire que chaque équipe affronterait quatre fois chacune des autres formations

(deux « allers » et deux « retours »). Soit 28 matches par club. Après une deuxième phase (14 matches de plus par équipe), les « playoffs » consisteraient en deux groupes (à chaque fois, des confrontations en aller-retour). Un groupe « haut » (quatre équipes) pour déterminer les deux montées et décerner le titre de champion. Et un groupe « bas » (quatre équipes), pour régler la question du maintien (le dernier est relégué, l'avant-dernier devant jouer un « playdown » contre une équipe de Nationale 1).

Avec un calendrier alourdi en Pro A (plus encore dans le « projet 2 »), la question des dates disponibles va se poser ; d'autant plus avec la refonte de l'Euroleague. Va-t-on, du côté de la ligue, décider qu'engager des équipes en EuroChallenge est superfétatoire ? Cette tendance a ses défenseurs. En outre, si la Coupe de France devrait rester *grosso modo* en l'état, ce sont les As qui pourraient avoir droit à un rétrécissement. On pourrait en effet revenir à un « Tournoi des As », à l'ancienne, avec seulement quatre équipes qui en découdraient sur un week-end. ■



LE BASKET À LA TÉLÉ, BIENTÔT UN LUXE ?

DU CHANGEMENT À L'ÉCRAN

Accessible pour quelques euros par mois, Sport+, détenteur des droits de la Pro A, va passer dans le giron de CanalSat à compter du mois d'avril. Un changement de décor qui pourrait bien chambouler le paysage audiovisuel du basket français.

Par Florent de LAMBERTERIE

Nicolas Ruffenach

A lors que certaines voix militent pour une Pro A sans playoffs, le concept risque de devenir une réalité pour de nombreux amateurs de balle orange. Rassurez-vous, cette année encore, le champion de France gagnera son titre au bout de la post-season mais pas sûr, en revanche, que tout le monde puisse assister au spectacle, surtout devant sa télévision. Début janvier, en effet, le groupe Canal+ a annoncé qu'à compter du 4 avril 2012, la chaîne Sport+ — qui diffuse les matches de Pro A depuis 2007 — ne serait plus disponible qu'aux seuls abonnés à CanalSat, le bouquet télévisuel du groupe. Une décision qui n'a pas manqué de provoquer l'inquiétude au sein de la LNB, d'autant plus qu'elle fut prise en catimini. « On l'a appris comme tout le monde, par la presse », nous révèle Alain Béral, le président de la Ligue Nationale de Basket, joint par *BasketNews*. « Ça nous a beaucoup surpris parce qu'on discute avec les gens de Canal+ régulièrement mais nous n'avions jamais entendu parler de cela. On est donc surpris d'avoir appris ça par voie de presse et on l'a fait savoir. » L'agacement du président est visible et pas seulement parce qu'il n'a pas été informé en amont de la décision. Le

David Cozette et Jacques Monclar sur Sport+.

véritable inquiétude concerne la visibilité du basket français qui, à compter du 4 avril, risque fort de se trouver dégradée.

19 euros de plus par mois

Pour bien saisir les enjeux de ce changement, un peu d'histoire est nécessaire. Le 4 janvier 2007, les deux bouquets de chaînes à péage CanalSat — autrefois connu sous le nom de Canal Satellite — et TPS (Télévision Par Satellite) fusionnent pour donner naissance à un nouveau géant. Propriété de Canal+ France, ce « nouveau CanalSat » récupère donc les droits de diffusion de la Pro A auparavant détenus par TPS. Les matches télévisés du championnat de France de basket sont désormais visibles sur la chaîne Sport+ et profitent du savoir-faire du groupe Canal dont la réputation basket est bien établie. Sauf que l'Autorité de la concurrence — l'organisme indépendant chargé de lutter contre les pratiques anti-concurrentielles — voit d'un mauvais œil cette trop grande concentration et, avant même que la fusion ne soit entérinée, soumet la future entité à plusieurs obligations. Parmi celles-ci, la mise à disposition de plusieurs

chaînes chez les opérateurs rivaux, dont Sport+. Depuis cette date, il est donc possible de recevoir les dites chaînes par d'autres biais que CanalSat, notamment par celui des fournisseurs d'accès Internet (FAI) qui, avec le déploiement du haut débit sur l'ensemble du territoire français, proposent à leurs clients des offres télé de plus en plus complètes. Or, cette obligation de mise à disposition prend fin le 4 avril prochain et, à compter de cette date, Sport+ et les matches de Pro A que la chaîne diffuse ne seront plus disponibles que pour les abonnés au bouquet CanalSat. Un bouquet dont l'abonnement mensuel (environ 24 euros) est bien plus cher que ne l'est aujourd'hui Sport+ via les FAI (de 5 à 10 euros selon les opérateurs), d'où la crainte du basket français. « On estime que ça peut réduire le public oui, parce qu'il faudra payer un abonnement plus cher qu'actuellement pour continuer de recevoir Sport+, poursuit Alain Béral. « Pour être franc, je ne connais pas le nombre de gens qui ont pris l'abonnement à Sport+ par les FAI mais de toute façon, pour nous ça ne va pas dans le bon sens. »

Dans les mains du Conseil d'État

Interrogé par nos soins le groupe Canal+ n'a pas souhaité faire de commentaires sur le sujet, sous

Même France 24
a été contacté

Basket News — Jeudi 26 janvier 2012

prétexte que la date du 4 avril est encore « trop éloignée ». En revanche, le groupe nous a confirmé que le nombre actuel d'abonnés à Sport+ via les FAI ne représentait que « quelques dizaines de milliers de personnes » contre plus de « quatre millions d'abonnés à CanalSat ». Un « chiffrage » qu'il faut prendre pour argent comptant puisque personne aujourd'hui ne dispose des chiffres précis, pas même à la LNB. Mais, parmi ces « quelques dizaines de milliers de personnes », combien seront prêtes à payer plus pour continuer à profiter des matches de Pro A sur leur écran de télévision ?

La question reste en suspens, même si le groupe a promis de proposer des tarifs avantageux pour les personnes concernées. « Évidemment, les gens de Canal défendent leur décision. Ils nous jurent leurs grands Dieux que ça va favoriser le développement de la visibilité de Sport+ en général », continue Alain Béral. « On veut bien l'entendre mais on n'en est pas sûr ». Ce qui est sûr en tout cas, c'est que Canal ne fera pas marche arrière, comme l'indique le courrier adressé début janvier à tous les FAI. Surtout qu'avec la perte de l'exclusivité d'Eurosport – disponible par ADSL et fibre optique depuis 2012 – il n'est pas difficile de comprendre que CanalSat souhaite faire de Sport+ sa nouvelle chaîne sportive exclusive. Ce qui sera chose faite le 4 avril, à moins d'un retournement de situation qui reste encore possible.

Car en coulisses, Canal a subi un mini tremblement de terre. Le 20 septembre 2011, l'Autorité de la concurrence a décidé de sanctionner le groupe pour non-respect des engagements pris lors de la fusion avec TPS en 2007. Parmi les griefs retenus à l'égard du diffuseur, « la non-exécution des engagements concernant la mise à disposition des chaînes et le maintien de leur qualité » ont été évoqués. Des manquements qui ont poussé l'Autorité de la concurrence à infliger au groupe Canal une amende de 30 millions d'euro et même à annuler la fusion avec TPS ! Une sanction jugée démesurée par le groupe

qui s'est pourvu en appel auprès du Conseil d'État. La procédure suit son cours. Mais la ligue ne compte pas rester sans rien faire d'ici là.

Un nouveau diffuseur en 2013 ?

Quel que soit son coût mensuel pour ses abonnés, « Sport+ ne suffit pas », d'après Alain Béral. L'actuel contrat lie la ligue à la chaîne jusqu'en juin 2013 mais le président prépare déjà l'après. « Moi je travaille pour élargir la diffusion du basket », rappelle-t-il. « Avec Sport+, les images sont de très bonnes qualités, les commentaires aussi, tout ça est très valorisant mais je considère qu'avec 500.000 licenciés, le basket a beaucoup plus à montrer que deux matches par semaine. Il est clair qu'un sport comme le basket français qui remplit très bien, voire complètement ses salles, mériterait un format d'information, de débat, comme l'ont la plupart des autres sports. Un format magazine en somme. L'autre volet, c'est le montant (4 millions annuels pour le contrat en cours). Parmi les sports de salle, on n'est pas mal servis, mais avec dix millions de plus, le basket français ne serait plus du tout le même. »

La tournée des popotes a déjà commencé. France Télévisions, Al-Jazira Sport – le nouvel acteur qui déborde d'ambition –, plusieurs chaînes de la TNT et même France 24, la chaîne d'information francophone

en continue, ont été consultées. Pour l'heure, la situation reste à l'état de simples discussions mais il est clair que la ligue souhaite davantage d'exposition. Un accord a d'ailleurs été trouvé avec France 3 Limousin et France 3 Aquitaine pour diffuser la rencontre Limoges-Boulogne le 12 février. Un premier pas qui ne révolutionnera pas l'exposition du basket français mais qui démontre une volonté de gagner en visibilité par tous les moyens. « Quand vous avez des salles pleines, ça veut dire aussi que vous pouvez avoir des salons pleins devant la télévision », conclut Alain Béral. Encore faut-il pouvoir regarder la bonne chaîne. ■

« Pour nous, ça ne va pas dans le bon sens »

Alain Béral



David Vengerder et Richard Dacoury du temps de TPS Star.

LIGUE ET TÉLÉVISION 25 ANS DE DIFFUSION

1988-94	France Télévisions
1994-96	France Télévisions, Canal+, Eurosport
1996-97	Canal+, Eurosport
1997-98	Canal+ Vert, Eurosport
1998-99	Canal+, Canal+ Vert, Eurosport
1999-02	Pathé Sport, France Télévisions
2002-03	Sport+
2003-06	TPS Star
2006-07	TPS Star, Sport+
Depuis 2007	Sport+

AL-JAZIRA SPORT LE FUTUR GEANT ?

Créée en 1986 par l'émir qatari Hamad ben Khalifa Al Thani à Doha, la chaîne Al-Jazira, ou Al-Jazeera (« l'île » en langue arabe) lance en 2003 sa déclinaison sport, Al-Jazira Sport également appelé JCS Sport, bouquet qui compte une vingtaine de chaînes diffusées à travers le monde. Rapidement, le groupe se fait une place en rachetant de nombreux droits télévisés dans tous les sports majeurs. Le 23 juin 2011, Charles Biétry, ancien directeur des sports à France Télévisions et Canal+ et ancien président du PSG omnisports, est nommé directeur d'Al-Jazira Sport France, la déclinaison française dont le lancement est prévu d'ici à juillet 2012. Basée à Boulogne-Billancourt, la future chaîne s'est déjà distinguée en rachetant une partie des droits de la Ligue 1 de football pour la période 2012-15 ainsi que quatre des cinq lots de la Champion's League pour la période 2012-15. Destinée à être une chaîne cryptée, Al-Jazira Sport France sera disponible « à un prix inférieur à tout ce qui existe sur le marché jusqu'à présent », assurait récemment Charles Biétry sur France Inter. Vuobe à une exposition internationale, la chaîne devrait entrer en service sous un autre nom.

F.d.L.



Systeme U vise 10 % de parts de marché

L'enseigne de grande distribution a vu son chiffre d'affaires grimper de 5,6 %. Et assure qu'elle « n'augmentera pas ses prix en 2012 ».

Trois questions à...

Serge Papin.
Président
de Système U.



*les nouveaux
commerçants*



Votre chiffre d'affaires augmente de 5,6 % en 2011. Où se gagne cette croissance ?

Indéniablement avec nos nouveaux clients. Le prix du panier moyen a baissé avec la crise mais nous gagnons 325 000 nouveaux foyers clients. Ils viennent à nous *via* les nouveaux magasins, ceux de proximité comme les U express. Ou *via* les agrandissements de nos 1 423 magasins, 808 Hyper U et Super U et 615 magasins de proximité. Nous avons eu près de 100 00 m² supplémentaires en 2011 pour atteindre 2,2 millions de m² de surface commerciale.

Le pouvoir d'achat reste le nerf de la guerre. Leclerc se dit

le moins cher, comme Carrefour. Que dit Système U ?

Nous reconnaissons que nous sommes les deuxièmes. Même si la récente enquête de *Que choisir* place nos Hyper U en tête dans ce domaine. Nous voulons arriver à talonner Leclerc en terme de prix. Pour cela, nous n'avons augmenté nos étiquettes que de 0,89 % en 2011 contre 1,75 % pour le marché national.

Vous venez d'intégrer neuf hypermarchés et trente-neuf supermarchés Carrefour, avec quels objectifs ?

Atteindre les 10 % de parts de marché et rentrer dans le club avec les trois premiers Carrefour, Leclerc et Intermarché. Pour ce faire, nous n'allons pas augmenter nos prix en 2012. C'est aussi pour cela que je bataille contre la TVA sociale. Oui, le coût du travail doit être diminué mais en repensant la fiscalité. Pas en jouant sur la consommation. Cette dernière demeure fragile et il est dangereux de lui allouer de nouvelles charges actuellement.

Recueilli par
Élisabeth BUREAU.

Laurent Morillon est de la « maison »

L'entreprise d'Andrezé aura 150 ans en 2015 et continue d'innover.

Laurent ZARINI

laurent.zarini@courrier-ouest.com

Je travaille en ce moment à restaurer une Peugeot 201. J'ai quelques anciennes au garage. Ça occupe pendant la retraite », plaisante Théodore Morillon, le patriarche et le père de l'actuel dirigeant, Laurent.

Théodore, pour le croiser, c'est facile de ne pas se tromper : il est là, en blouse bleue, quand il revient maudrauder dans les ateliers, à l'affût, discutant d'une pièce en cours de fabrication avec un technicien. Il interroge aussi son fils en passant : « Alors, ce voyage d'affaires à Singapour ? Les clients donnent suite ? »

Laurent est revenu d'un voyage d'affaires en effet, un de plus en Asie, là où ça se passe maintenant : « On étudie le montage d'un extracteur dans une huilerie. »

Une entreprise à la pointe de l'innovation

La « maison Morillon » comme on dit avec respect dans le monde, c'est une maison fondée en 1865 sur son marché d'origine (la vis), transmise de pères en fils et située sur un marché de niche et « d'expertise », avec les brevets déposés au chaud dans son coffre ; le vrai trésor.

L'entreprise est un spécialiste de l'extraction (extraction hydraulique pour produits difficiles), de la manutention et du stockage des produits en vrac (vis de fin de vidange pour céréales). Stockage et manutention. Chacun a vécu ça dans sa cuisine avec un vieux pot. Il en reste toujours au fond et ça met en rogne de perdre et de racler.

Pour y remédier et réaliser, à l'échelle industrielle, des économies substantielles, Morillon SA a développé une gamme de produits capables d'extraire par le fond sans perdre de marchandise (au prix du grain, ça vaut mieux).

Autre avantage à cette échelle : comme on recharge par le haut en continu, on sort par le bas la matière, stockée la plus ancienne (et là encore, c'est mieux pour le grain).

« Ce travail a été longtemps effectué



Andrezé, SA Morillon, à la mi-décembre. Laurent Maurillon, le dirigeant actuel, et son père Théodore (en blouse bleue), autour des machines.

par des ouvriers à la pelle au fond du silo, avec les conditions et les risques qu'on imagine. Dans bien des pays, ça se passe encore comme ça », explique Laurent ; il regarde alors une photo qu'il a prise à Java et encadrée dans son bureau. Un cliché crépusculaire à la Salgado, beau et tragique, vision d'un autre âge : « Avec mes systèmes, je leur évite un enfer et je les prive en même temps de leur travail. »

80 % du chiffre d'affaires se réalise à l'export

Laurent Morillon est comme ça, sincère, très réflexif et la réflexion, c'est de famille là encore. Son père l'avait envoyé suivre des études de minoterie. Pour connaître mieux le monde des moulins avec lesquels l'entreprise faisait affaire. Morillon, c'est l'esprit des Mauges dans ce qu'il a de meilleur et de déroutant, vu de l'extérieur.

C'est une approche du management pleine de curiosité avec des expériences novatrices voulues par le patron.

Lequel en dresse des bilans sans concession, vantant les mérites et avouant ses limites.

Voilà comment une idée simple a permis à Morillon de devenir une référence mondiale dans sa technique de l'extraction avec ses Hydraugyre® et Spirogyre®.

Orientée vers l'international (80 % du chiffre se réalise à l'export en Europe, Amérique et Asie), elle concentre toute son attention sur la maintenance même à distance.

Théodore, ingénieur et explorateur dans l'âme, n'avait sans doute pas imaginé pareil essor quand il découvrait en Hollande des systèmes innovants. A son retour dans les Mauges, on s'est gaussé. L'histoire se répète. Aujourd'hui, au prix du m² dans les ports et avec leur formidable expansion pour accompagner le business, c'est la verticalité (donc les silos géants) qui répond aux besoins. Et qui dit silo, dit Morillon !

Morillon SA c'est une quinzaine de métiers (45 salariés) et un bureau d'études pour étudier le projet du client et lui dégager une solution sur mesure (brevets et plans de la société). Tout est alors fabriqué sur place à Andrezé.

12. STREGO, PARTENAIRE DU CHOLET BASKET ENTREPRISE



A Angers, le groupe Strego affiche une belle croissance

Strego, société d'expertise comptable, annonce un chiffre d'affaires de 59 millions d'euros, en croissance de 2,6 %. Le groupe angevin emploie désormais 770 salariés répartis dans plus de quarante villes du grand Ouest. Il s'est rapproché des cabinets Soceco, à Tours, et Auditef, à Clamart. Il a également ouvert un bureau de proximité,

à Rambouillet, afin de conforter sa présence en Ile-de-France. Strego accompagne quelque 15 000 chefs d'entreprises. Le groupe, dont le siège social se trouve rue Papiou de la Verrie, près de la rue d'Orgemont, à Angers, se classe désormais au 9^e rang des cabinets d'expertise comptable et d'audit en France.

Ouest France – Samedi 21 janvier 2012

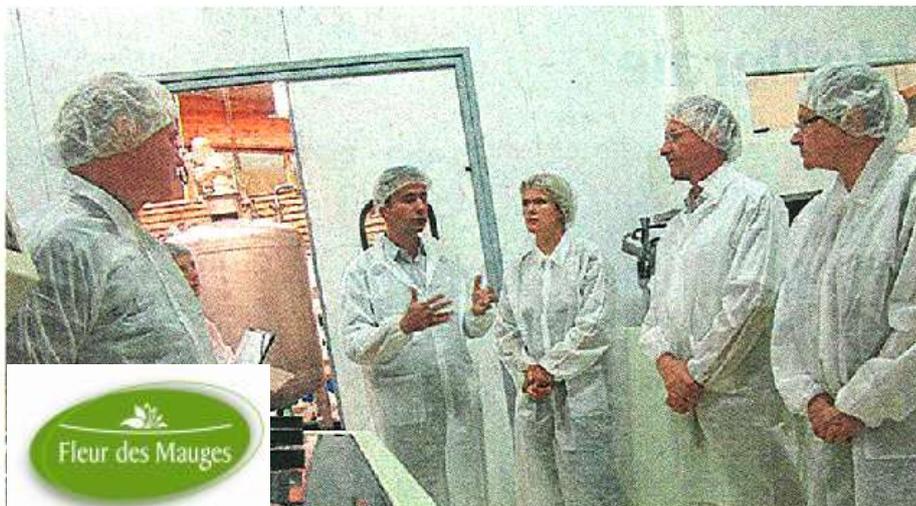
13. NATURE ET STRATEGIE, PARTENAIRE DE CHOLET BASKET

Le groupe Nature et Stratégie de Somloire, s'associe au fonds d'investissements Unexo

Le groupe de produits cosmétiques biologiques Nature et Stratégie nourrit de grandes ambitions. Pour les réaliser, Samuel Gabory, son dirigeant, s'associe au fonds d'investissements Unexo.

Pilotée par Samuel Gabory, le groupe Nature et Stratégie de Somloire reçoit l'appui d'Unexo, un fonds d'investissements qui accompagne les entreprises du grand ouest dans leurs projets développements. Avec l'appui d'Unexo (qui entre en tant qu'actionnaire minoritaire au capital de la société), le dirigeant de Nature et Stratégie, spécialisé dans les produits bio de cosmétiques et de nettoyage, souhaite poursuivre la croissance de son groupe dans un contexte porteur pour les produits bio.

Nature et Stratégie qui contrôle Laboratoires Alvend, Comptoir des Lys et Fleur des Mauges à Somloire (siège social), Lilas Blanc à Paris et Armille dans les Côtes-d'Armor depuis 2011, envisage la construction d'une extension de plus de 2000 m² pour améliorer l'outil de production à Somloire à l'horizon 2013. Cet agrandissement portera à 5 500 m² les locaux de Somloire.



Samuel Gabory (à gauche) recevait récemment une délégation étrangère en visite dans son entreprise de Somloire.

Il souhaite aussi développer l'activité de vente à domicile (le groupe emploie 120 salariés plus 400 conseillères commerciales), au cœur de la réussite de l'entreprise et renforcer les exportations, le groupe venant de conclure plusieurs accords de distribution de produits en Asie, notamment en Corée. De 6 % Samuel Gabory espère pouvoir doubler la part du chiffre d'affaires export. L'entreprise très active en recherche

et développement ayant déposé un brevet en 2009, elle compte de surcroît pouvoir exploiter industriellement ce brevet.

Le soutien financier d'Unexo (groupe Crédit Agricole) va lui permettre d'assurer tout ou partie de ces investissements.

Xavier MAUDET

Le Courrier de l'Ouest – Vendredi 20 janvier 2012

Une bonne « Dinamic » pour les entreprises

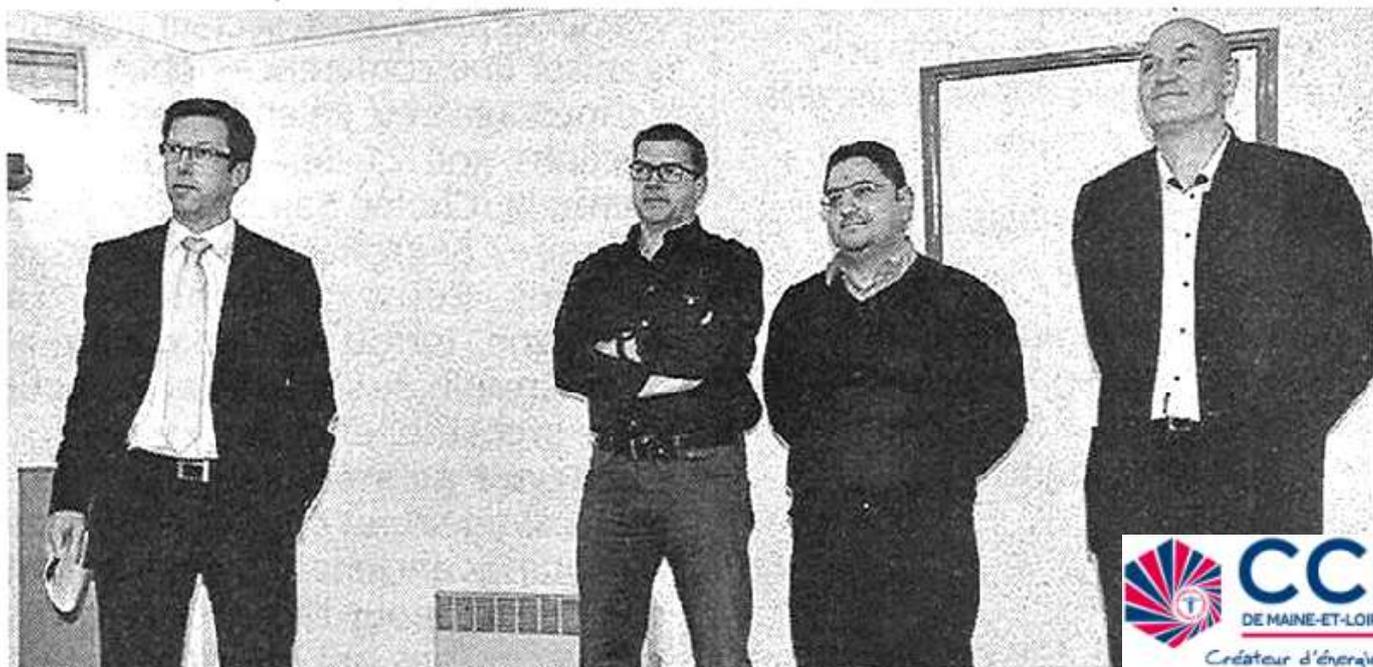
Mardi soir donc, c'était l'accessibilité des commerces et les contraintes imposées par la loi ; mais il a été question aussi du dispositif Dinamic entreprises mis en place par l'État et le Conseil régional en 2007 pour donner aux entreprises les moyens de renforcer sur neuf mois leur compétitivité en s'appuyant sur une expertise à moindre coût (entre 5 000 et 20 000 €).

Christophe Rousseau, de la Chambre de commerce et d'industrie du Choletais, est venu présenter un dispositif d'accompagnement pour les entreprises qui souhaitent optimiser leurs résultats. Cette formation vise

autant les cadres que les salariés. Le tout financé à 80 %.

Les experts

Trois entreprises (industrielles) du territoire, qui ont bénéficié de ce dispositif, sont venues témoigner dans cet ordre : Laurent Morillon d'Andrezé pour la performance d'entreprise ; Rami Jabert de la société STCM. Martin de Gesté pour l'innovation et la réactivité ; Benoît Vincent de la FIMEC du Pin-en-Mauges pour le développement commercial et le marketing. Tous se sont dits satisfaits des résultats et de la prestation des experts de la CCI.



De gauche à droite : Benoît Vincent du Pin (FIMEC), Laurent Morillon d'Andrezé, Rami Jabert, STCM à Gesté, en compagnie de Christophe Rousseau (CCI 49).

Dans le Choletais, on recrute et on investit



CHOLET. Un millier d'emplois sont susceptibles d'être créés par les entreprises investissant dans le Choletais dans les années à venir. La crise est là, mais les sociétés se préparent à en sortir.

PAGE 6

Le Courrier de l'Ouest - Mercredi 25 janvier 2012

Les entreprises du Choletais qui recrutent et investissent

Un millier d'emplois sont susceptibles d'être créés par les entreprises qui investissent dans le Choletais dans les trois années qui viennent. La crise est là, mais les entreprises se préparent aussi à en sortir.



La société Coloralu du May-sur-Evre est une des entreprises qui investissent et recrutent dans les Mauges. Photo CO.



Samuel Gabory dirige le groupe Nature et Stratégie à Salmieure.



Les Transports Raud vont agrandir et recruter à Salmieure-du-Bois.

Dans le Choletais, les chefs d'entreprises ont confiance en l'avenir, soit parce qu'ils croient en des lendemains meilleurs, soit parce qu'ils n'ont pas d'autre choix que celui d'aller de l'avant. Lorsqu'on dresse la liste des investissements humains ou matériels de quelques-unes des entreprises choletaises, on a de bonnes raisons de garder le moral. Nombre d'entre elles investissent, construisent, élargissent leurs forces de vente, visent l'exportation, recrutent du personnel... En additionnant tous les projets connus, le nombre de nouveaux emplois susceptibles d'être créés dans les trois années qui viennent dans le Choletais frise le millier.

Michelin : le site choletais du manufacturier de pneumatiques doit répondre à une demande toujours soutenue en pneus de 4x4 et de camionnettes. Résultat, l'effectif pourrait être porté de 1 400 à 1 500 salariés avec une centaine de nouvelles recrues au cours de l'année 2012. Michelin est le premier employeur privé de Cholet.

Nicoll : après avoir fusionné ses activités avec celles de la société Sap, spécialisée dans les articles sanitaires, la société choletaise Nicoll (1 300 salariés au total, dont 1 005 à Cholet) nourrit de grosses ambitions. Elle vient d'achever la construction d'un bâtiment logistique et poursuit sa politique de recrutements. L'an dernier, elle a accueilli 78 nouveaux salariés et entend porter son chiffre d'affaires de 165 millions à 280 millions d'euros d'ici 5 ans.

CAIB : la CAIB, fabricant de portes et fenêtres en aluminium et PVC (420 salariés), agrandit ses locaux de 10 000 m² au Cormier (avec possibilité de s'agrandir encore rapidement si le marché l'impose). Avant l'été 2011, la CAIB, filiale du groupe Liébot (Vendée) prévoyait le recrutement possible d'une centaine de salariés en trois ans.

Leroy Merlin : la construction du magasin géant d'articles de bricolage dans la zone du Cormier à l'enseigne Leroy-Merlin va générer une centaine de nouveaux emplois. D'autres enseignes s'installeront autour de ce magasin avec leur lot de recrutements.

Transport Raud : le spécialiste du transport de menuiseries industrielles nourrissait de longue date un projet d'agrandissement à Saint-Christophe-du-Bois. Jean-François Raud va sauter le pas en 2012 en agrandissant ses locaux de 5 000 m² et en recrutant 40 à 50 nouveaux salariés. Le transporteur emploie 210 salariés.

Strego : en forte croissance, Strego Cholet, dirigée par Jean-Louis Clochard, société d'expertise comptable, a embauché cinq nouvelles personnes depuis septembre 2011 portant l'effectif local à 63 collaborateurs. Strego réalise en outre des travaux d'extension de ses bureaux. Un quatrième associé a rejoint l'équipe dirigeante choletaise. Il s'agit d'Olivier Dupas, qui a passé une partie de sa carrière dans l'industrie (Saint-Gobain) et qui est impliqué dans la vie publique en tant qu'adjoint au maire à Andrezé.

Nature et Stratégie : le groupe de cosmétique bio « Nature et Stratégie » de Samuel Gabory à Somloire (120 salariés dont 70 à Somloire et 400 vendeuses à domicile), recrute bon an mal an entre 5 et 10 nouveaux salariés. Associé au fonds d'investissements Unexo (Crédit Agricole), la société prévoit un agrandissement de plus de 2000 m² dans son outil de production d'ici à 2013.

Confection : elle ne pèse plus très lourd dans les effectifs salariés des Mauges (Zannier compte tout de même plus de 600 salariés à Saint-Macaire-en-Mauges) mais elle recrute. Les entreprises qui ont conservé des ateliers de production pour l'essentiel tourné vers le luxe, recrutent des monteuses et des couturières.

Maroquinerie : très implantée dans la région avec notamment Louis Vuitton aux Essarts en Vendée (plus de 600 salariés), le secteur de la maroquinerie recrute toujours. À Maulévrier, le groupe Hofica (Pact-Europact, Marofica, Cut Services...) de Jean-Yves Papin projette un nouvel agrandissement à Maulévrier de 1 000 m², la construction d'un bâtiment nouveau pour rapatrier Cut Services d'Yzernay à Maulévrier et le recrutement de 40 à 50 nouveaux salariés. Le groupe emploie 370 salariés en France et 50 en Tunisie.

Cortizo : le démarrage du chantier de construction de l'usine Cortizo à Chemillé est prévu pour le début de l'année. Le groupe espagnol spécialisé dans le filage d'aluminium et la fabrication de profilés alu pour la menuiserie industrielle devrait recruter à terme 100 salariés.

Coloralu : à l'étroit dans ses ateliers du May-sur-Evre, Coloralu (95 salariés), spécialiste du traitement et du revêtement de l'aluminium, construit de nouveaux locaux et pourrait créer une soixantaine d'emplois d'ici à 2015.

Bouyer Leroux : la briqueterie de La Séguinière connaît une forte progression de ses activités. Elle souhaite sécuriser ses approvisionnements en argile sur place et investit en Normandie pour construire une nouvelle usine.

